

Laurent Fabius accusé par des Syriens d'apologie du terrorisme



Laurent Fabius, dit Fafa pour ses intimes du PS et pour Thierry Le Luron, a été nommé le 16 mai 2012 à la tête du Quai d'Orsay pour récompenser ses efforts déployés pendant la campagne présidentielle de François Hollande.

Nous savons aussi, qu'il a fait des pieds et des mains pour chapeauter le ministère du tourisme afin d'optimiser les déplacements multiples imposés par ses charges et montrer le beau visage de la France à l'étranger. Est-ce pour bénéficier d'un double traitement ?

Mais les Français ne se sont pas trompés sur son savoir-faire et ont déchanté dès le premier jour de l'entrée en fonction de

ce faux-grand serviteur de l'État à la tête d'un ministère régalien. Ses faux-pas, sa méconnaissance des dossiers et ses prises de position sans nuances lui ont valu d'être qualifié de « [ministre étranger aux Affaires](#) ».

Le dossier le plus chaud qu'il a dû affronter a été le dossier syrien. Dès le début du conflit, notre Fafa national s'est risqué à de multiples déclarations à l'encontre du président syrien : « *C'est un assassin, il tue son peuple* » (le 17/05/2012) puis : « *Je condamne les atrocités infligées quotidiennement à son propre peuple par Bachâr al Assad et son régime. Avec ces nouveaux crimes, ce régime assassin enfonce encore davantage la Syrie dans l'horreur et menace la stabilité régionale* » (le 26/05/2012). Ensuite, lors d'un point de presse : « *Aux yeux de son peuple, d'abord, et à ceux de la communauté internationale aujourd'hui, il [Bachâr al-Assad] a perdu toute légitimité* ». Il a récidivé le 21/07/2012 : « *Quelles que soient ses manœuvres, le régime de Bachâr al-Assad est condamné par son propre peuple, qui fait preuve d'un grand courage. Le moment est venu de préparer la transition et le jour d'après* ». Il s'agit là d'une ingérence caractérisée dans les affaires d'un État souverain et de surcroît membre fondateur de l'ONU.

La liste est longue. Le 17/08/2012, sur Europe 1, au petit matin, Fafa, notre « ministre étranger aux Affaires », réitère sa déclaration : « *Bachâr al-Assad est un assassin.* » et le 24 juillet 2012 : « *Bachâr al-Assad peut utiliser toutes [les manœuvres](#) qu'il veut, il finira par tomber* ». Mais à ce jour, après quatre ans et demi d'une guerre effroyable, Bachâr al-Assad dirige toujours son pays et son armée contre les hordes barbares de l'État Islamique, d'al-Nousra et des autres bandes jihadistes. Tandis que les chefs d'État et les politiciens qui ont agressé la Syrie ont tous disparu de la scène : Hamad ibn Jâsseem du Qatar, les princes saoudiens Saoud el-Fayçal et Bandar ibn Sultan, parrain des jihadistes, Mohammad Morsi, le président égyptien déchu, sans oublier le chancelant président turc Erdogan et le président américain dont le mandat touche à sa fin ...

Le summum de l'incohérence de ce ministre fut la déclaration fracassante qu'il fit après sa visite d'un camp de réfugiés en Turquie : « *Il mène « une opération de destruction d'un peuple » « ... il devrait être abattu, et rapidement »*. Voilà le verdict sans appel d'un pseudo-ministre qui se veut diplomate. Les déclarations tonitruantes de ce ministre se sont poursuivies durant toute la durée de sa fonction au Quai d'Orsay. A-t-il au moins compris quelque chose du dossier syrien et du jihad international qui a élu domicile en Irak puis en Syrie ? A-t-il compris la menace de ce jihad qui agit en France et en Occident ? Sa politique est obsessionnelle et mercantile. La France, dans le dossier syrien en particulier, s'est distinguée dès le début par son alignement sur le Qatar, l'Arabie Saoudite et la Turquie ainsi que les États-Unis et leur jeu en zig-zag. Un fiasco français sublime. Comment la France pourra-t-elle retrouver son crédit et sa place au Proche-Orient ? Les dégâts sont considérables. Tout récemment, notre brillantissime ministre, devant le Sénat, a ruminé les mêmes phrases incohérentes : « *[...] Il [le chaos] constitue le repaire des terroristes djihadistes, à la fois de Daech comme d'autres groupes comme Jabhat al-Nosra. Il alimente le drame des réfugiés qui fuient non seulement Daech mais aussi et surtout – ne l'oublions jamais – la barbarie du régime de Bachâr al-Assad* » (intervention de [Laurent Fabius au Sénat](#) le 15/09/2015). Remarquons que, tout d'un coup, Jabhat al-Nousra est devenu un groupe terroriste alors qu'il « *faisait du bon boulot* »... !

De même, pour se donner des biceps avant l'attaque de nos rafales sur le nord de la Syrie, le même Fafa (avec son Janus de président) a ressorti son leitmotiv qui n'a fait qu'accentuer l'isolement de la France qui fait cavalier seul : « *[...] Il (Assad) est le premier responsable du chaos actuel* » et « *Si on dit aux Syriens que l'avenir passe par Assad, c'est s'exposer à un échec* » (le [27/09/2015, à l'Assemblée Générale de l'ONU](#)). Mais, Monsieur le ministre, pourquoi ne laissez-vous pas les Syriens décider eux-mêmes qui ils veulent comme président ? Ne vous écoutez pas mais plutôt, écoutez-les. Il

faut noter en effet que, lors de la dernière élection présidentielle syrienne, 80% des réfugiés syriens au Liban ont voté pour Assad. Peut-on parler ici de vote sous la contrainte ?



(Photo Medias-Presse.Info)

Une plainte vient d'être déposée contre le ministre devant la Cour administrative d'appel de Paris par 14 [plaignants syriens](#) dont plusieurs membres de leurs familles ont succombé sous les balles d'al-Nousra (souvent à 5 heures du matin, après la prière de l'aurore des terroristes) et qui affirment que les déclarations publiques de Laurent Fabius ont contribué à aggraver la situation dans leur pays. Le chef de la diplomatie avait ainsi estimé, en août 2012, que « Bachâr al-Assad ne mériterait pas d'être sur terre ». Dans des propos rapportés par Le Monde en décembre 2012, il aurait affirmé que « *le Front al-Nosra fait du bon boulot* », alors même que cette branche syrienne d'al-Qaida venait d'être classée parmi les organisations terroristes par les Etats-Unis. Auparavant, la Cour de Justice de la République avait classé cette même plainte parce que Fabius avait déclaré qu'il agissait, par ses propos, [au nom de l'État](#). L'emploi du mot « boulot », tiré de l'argot quotidien, démontre pourtant qu'il s'agissait là de propos bien réfléchis, non diplomatiques et qui traduisaient son propre point de vue. A-t-il une vengeance personnelle à

assouvir ? A-t-il voulu venger ses amis du Golfe qualifiés un jour par Assad de « demi-hommes » ? Il y avait, dans ses propos, un encouragement et un alignement sur les positions des terroristes d'al-Nousra.

Face à son manque de perspicacité et de clairvoyance dans un problème, il est vrai, compliqué, face à l'échec de notre politique étrangère, le « ministre étranger aux Affaires » devrait tirer la leçon des faits eux-mêmes et retourner à son business. Même s'il mérite la taule, nous l'envoyons à ses toiles. Mais le toujours « responsable mais non coupable », avant de tirer sa révérence, a jugé opportun d'ouvrir une enquête préliminaire au nom de l'État français par le parquet de Paris contre « le régime de Bachâr al-Assad », sous le chef d'accusation de « crimes contre l'humanité ». Le ministre aurait été plus crédible et cela aurait été plus judicieux de porter plainte contre l'État Islamique pour l'ensemble de ses crimes innommables, pour avoir, par exemple, enrôlé de force de jeunes Syriens de 14 à 18 ans en menaçant de mort leurs parents. Certains de ces jeunes jihadistes destinés aux combats et aux attentats (voir la vidéo) ont péri dans le bombardement de nos rafales le 27 septembre 2015 ...

Mais le gouvernement français actuel, celui des copains et des coquins gratifie, hélas, ses piètres serviteurs en les envoyant pantoufler au Conseil Constitutionnel. L'appât est confortable : [14.916,67 euros par mois](#). Fafa ne fera pas la fine bouche.

Bernard Dick

03/10/2015 : nombre d'attaques terroristes islamiques mortelles :

